

Les femmes de ménage qui voulaient balayer l'austérité

La privatisation des services publics, cheval de bataille des politiques libérales, est au cœur des plans d'austérité dictés par le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). Partout en Europe, les gouvernements des pays signataires s'attaquent à ce qu'ils appellent les "gaspillages" du secteur public: des travailleurs et des services qui coûteraient trop cher et qui ne seraient pas assez rentables. Ils leur préfèrent du personnel contractuel ou issu d'entreprises de sous-traitance, qui travaille dans des conditions encore plus précaires. C'est ce que dénoncent Despina, Evangelia et Dymitra, trois femmes grecques employées comme nettoyeuses pour le ministère des Finances. Elles se battent depuis des mois pour récupérer leur poste.

Nina Sirilma

Despina, Evangelia et Dymitra sont parmi 195 nettoyeuses mises en "disponibilité" en août 2013 à cause des coupes budgétaires. *"Nous faisons partie du noyau dur des travailleuses et travailleurs du secteur public qui, depuis 2008, se voient arracher leur poste de travail et leur vie, comme les gardiens des écoles, les professeurs..."*, témoigne Dymitra. Comme Despina et les autres, quatorze mille travailleurs et travailleuses du secteur public ont déjà subi le même sort. *"Nous nous sommes couchées le soir en revenant du travail, nous nous sommes réveillées chômeuses*, continue Dymitra. *Cela fut l'incompréhension totale, puis le désespoir. Nous avons toutes passé la cinquantaine: nous sommes trop jeunes pour partir à la retraite et trop vieilles pour retrouver un travail."*

"Nous voulons récupérer notre balai et travailler en tant que femmes de ménage pour nourrir nos enfants et nos familles, comme par le passé. Nous considérons que nous voulons simplement retrouver notre dignité."

POURQUOI ELLES ?

Ces licenciements comptent parmi les politiques d'assainissement budgétaire imposées au pays par la Troïka¹. *"En nous mettant en disponibilité du jour au lendemain, le gouvernement grec a voulu montrer au reste de la société qu'il ne plaisait pas et qu'il mettait tout en œuvre pour appliquer les mesures imposées par l'Europe"*, analyse Despina. En agissant de la sorte, le ministère remplit son quota de licenciements, mais la question reste ouverte sur les critères de ce choix: pourquoi avoir ciblé seulement ces femmes? *"Parce que nos dirigeants ne pensaient pas que nous allions résister aussi longtemps*, pense Evangelia. *Ils se sont dit: on va les licencier et elles ne feront pas de problèmes. Ce ne sont que des femmes, pas très éduquées, elles accepteront notre décision et rentreront chez elles. Et même si elles ont quelque chose à dire, qui va les écouter? Mais ils se sont trompés!"* En effet, l'envie de combattre cette décision arbitraire et injuste se lit sur leur visage. *"Vous savez, être femme de*

En quelques mots

- Les plans d'austérité menés par les gouvernements européens menacent les services publics et précarisent les emplois.
- En Grèce, le ministère des Finances a mis à la porte 195 nettoyeuses, pensant remplir sans heurts son quota de licenciements.
- C'était sans compter sur la ténacité de ces femmes courageuses et révoltées, qui ont décidé de s'unir pour récupérer leur travail.



À Athènes, devant le ministère des Finances. Ces femmes de ménage, licenciées du jour au lendemain au nom des politiques d'assainissement budgétaire, manifestent quotidiennement pour défendre leur droit à conserver leur emploi.

ménage, ce n'est pas un travail qu'on a choisi, on le fait par nécessité, parce qu'on a de la famille, des enfants. On veut vivre de notre salaire avec eux et pour eux. Notre travail même est déjà une lutte au quotidien et il nous a appris comment résister", expliquent avec fierté les trois travailleuses.

LA MOBILISATION

Quand elles ont compris ce qui les attendait, elles ont mobilisé toutes les femmes travaillant dans le même secteur, habitant ou non la capitale, pour décider de la manière de mener la lutte. *"Au début, on ne se connaissait pas et ça a été très difficile",* se souvient Dymitra. Cela fait aujourd'hui plus de six mois qu'elles manifestent quotidiennement devant le ministère des Finances. *"Chaque jour, nous bloquons la Caisse des Impôts ou d'autres bâtiments publics pour réclamer ce qui nous est dû, c'est-à-dire notre travail. Nous voulons récupérer notre balai et travailler en tant que femmes de ménage pour nourrir nos enfants et nos familles, comme par le passé. Nous considérons que nous voulons simplement retrouver notre dignité."*

Au fur et à mesure, elles se sont fait connaître et reconnaître par le mouvement qui lutte contre les plans d'austérité, ce qui les a amenées à participer à l'"Alter Summit" à Bruxelles début avril². *"Dans tout ce travail de réseau que nous avons mis en place, on a constaté que,*

“Une unité de policiers en tenue antiémeute a débarqué. Tout cela pour quatre femmes âgées de 53 à 57 ans qui ne réclament que ce qui leur est dû!”

trop souvent encore, la lutte commence par les gens qui se trouvent “en bas de l'échelle”, sans être soutenue par les élites et les leaders syndicaux.” Pour Dymitra, *"cette crise n'est pas la nôtre : nous en avons assez de payer les spéculations financières des autres et la destruction systématique du service public."* D'autant plus que les économies que l'État se targue de faire en s'attaquant aux travailleurs et travailleuses du service public n'en sont pas... *"Nos postes n'ont pas disparu. Seulement, le ministère aurait décidé de confier cette tâche à des services privés qui coûtent beaucoup plus cher aux citoyens grecs, mais qui donnent un salaire et une protection sociale moindres aux travailleuses par rapport à nous, qui avons déjà un salaire très bas",* s'indigne-t-elle.

RÉPRESSIONS POLICIÈRES

Pour Evangelia, *"en Grèce, nous vivons une situation de guerre, même s'il n'y a pas de bombes qui tombent. On*





© Kostis Ntantamis

La police antiémeute expulse les femmes de ménage qui manifestent devant l'une des entrées du ministère des Finances (Athènes, 26 mars 2014). "Tout cela pour quatre femmes âgées de 53 à 57 ans qui ne réclament que ce qui leur est dû !", s'indigne Evangelia.

voit de plus en plus de gens fragilisés : les aînés ne peuvent pas acheter leurs médicaments, les familles n'arrivent plus à vivre avec le peu qu'elles avaient avant, le chômage officiel dépasse les 30 % et celui des jeunes est à 45 %. Depuis le début des plans d'austérité, 7.000 personnes se sont suicidées, c'est l'équivalent d'une petite ville qui disparaît de la surface de la terre."

Cette situation se double d'une répression atroce, physique et symbolique. Sur la place Syntagma, épice de la contestation, les trois femmes ont vu les gaz lacrymogènes lancés à hauteur de visage par la police. Le mouvement néonazi "Aube dorée" profite de cette atmosphère de chaos pour revenir en force dans le pays, où il est actuellement le troisième parti. Comme les autres, Despina, Dymitra et Evangelia aussi ont été agressées à plusieurs reprises pendant leurs sit-in. "La dernière fois, raconte Evangelia, la répression policière nous a coûté un passage aux urgences. On se tenait comme toujours devant le ministère, cette fois-ci pour un rendez-vous programmé avec le responsable du cabinet du ministre. Après des heures d'attente, on nous a fait savoir que le rendez-vous était annulé et on nous a invitées à revenir le jour suivant. Nous avons refusé de bouger et nous nous sommes assises par terre. Une heure plus tard, nous avons entendu une voix dire : "Nettoyez l'espace !" Une unité de policiers en tenue antiémeute a débarqué. Tout cela pour quatre femmes âgées de 53 à 57 ans qui ne réclament que ce qui leur est dû !"

"Ils se sont dit : on va les licencier et elles ne feront pas de problèmes. Ce ne sont que des femmes, pas très éduquées, elles accepteront notre décision et rentreront chez elles. Et même si elles ont quelque chose à dire, qui va les écouter ? Mais ils se sont trompés !"

À l'heure de conclure cet article, Despina, Dymitra et Evangelia luttent encore pour réintégrer leur poste. "Nous sommes fières de toute cette confusion que nous avons su créer et, croyez-moi, je ne voudrais être nulle part ailleurs que dans mon pays, conclut Dymitra. Nous, les femmes de ménage de Grèce, nous sommes dans les rues et nous y resterons tant que nous n'aurons pas récupéré notre travail, notre dignité et rappelé aux membres du gouvernement que ce sont eux qui doivent partir : nous, les peuples de Grèce et d'Europe, allons les chasser." ■

1 Cette expression désigne les experts de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international.

2 Voir : www.altersummit.eu/?lang=fr.